

Fédération syndicale
25/27 rue des Envierges - 75020 Paris
Tél. : 01 44 62 12 00
Fax : 01 44 62 12 34
sudptt@sudptt.org - www.sudptt.org

**Christian Estrosi à La Poste SA :
« Pas de suppression de postes,
je m'y engage »**

C'était en novembre 2009 au lendemain du vote sur le changement de statut de La Poste au Sénat, le ministre de l'industrie a assuré sur RMC qu'il "s'engage[ait]" à ce qu'il n'y ait pas de suppressions de postes, "nous allons au contraire monter en puissance." Lors de cette interview le ministre vantait les 8000 CDI créés par La Poste en 2008, omettant de dire qu'ils compensaient partiellement 12 000 départs en retraite.

La lecture des comptes semestriels 2010 de La Poste montre hélas un tableau bien différent des promesses à l'emporte pièce du ministre de tutelle. Si d'un point de vue financier, les résultats sont bien meilleurs que prévu, en six mois 8643 emplois auront disparu, autant que sur toute l'année 2009 qui atteignait déjà un chiffre record depuis 8 ans. Nous en sommes à peine à 1 départ remplacé sur 10, bien loin des 1 sur 4 programmés dans le plan « Ambition 2015 » de La Poste.

Cette accélération préoccupante se déroule sur fond de climat social extrêmement dégradé, avec une réelle rupture avec la direction de La Poste qui continue à réorganiser ses services, générant toujours plus de souffrance au travail et moins de service public. Les dirigeants du groupe avec l'Etat dont 7 représentants siègent au conseil d'administration, refusent de reconnaître le mal être au travail qu'une commission sénatoriale a pourtant relevé en auditionnant les médecins de prévention de La Poste en juillet 2010.

A quelques semaines de la valorisation de La Poste SA et de l'entrée au capital d'un nouvel actionnaire, les résultats semestriels de La Poste sont donc à relativiser avec une stratégie qui génère de l'instabilité sociale et de l'incertitude sur l'avenir de l'entreprise. Pour SUD PTT, il s'agit bien d'une contre performance qui contribue à l'aggravation de la situation économique et sociale.

C'est un carton rouge aux ministres de tutelle de l'industrie et de l'économie quand le chiffre du chômage a augmenté de 8,1% en un an !

